

Article 3 - Le registre sera établi en trois exemplaires qui seront ventilés comme suit :

- un au siège de la wilaya concernée ;
- un au Ministère de tutelle et
- un au siège de la chambre.

Article 4 - Le Secrétaire Général du Ministère du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme et le Président de la Commission Nationale chargée de la mise en place des organes de la Chambre sont chargés, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Actes Divers

Arrêté n° R - 0001 du 01 janvier 2003 portant agrément d'une entreprise d'assurance dénommée (GAMA) Groupement des Assurances de Mauritanie.

ARTICLE PREMIER - La Société d'Assurance dénommée « Groupement des Assurances de Mauritanie « GAMA » est autorisée à compter de la date de signature du présent arrêté, à exercer la profession d'assureur sur l'ensemble du territoire national, conformément aux dispositions de l'article 200 de la loi n°93.040 du 20 juillet 1993 portant code des assurances.

Article 2 - L'agrément est accordé pour les branches IARD (incendie, accident et risque divers) prévus par l'article 201 de la loi n°93.040 du 20 juillet 1993 portant code des Assurances et énumérées de 1 à 18.

Article 3 - La date d'exploitation effective du présent agrément doit être communiquée au Ministère du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme avant le démarrage des activités de l'entreprise.

Article 4 - Le Groupement des Assurances de Mauritanie (GAMA) est tenu de se soumettre à tout contrôle exigé par les services compétents du Ministère chargé du contrôle des Assurances.

Article 5 - Le Secrétaire Général du Ministère du Commerce, de l'Artisanat et

du Tourisme et le Directeur du Contrôle des Assurances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Ministère du Développement Rural et de l'Environnement

Actes Réglementaires

Arrêté n° R - 001350 du 02 décembre 2002 fixant la liste des ports et des postes frontières par lesquels peut avoir lieu l'entrée ou le transit dans le territoire national des végétaux et produits végétaux.

ARTICLE PREMIER - En application de l'article 12 du décret n°062 - 2002 du 25 juillet 2002 portant règlement d'application de la loi n°042/2000 du 26 juillet 2000, le présent arrêté fixe la liste des ports et des postes frontières par lesquels peut avoir lieu l'entrée ou le transit dans le territoire national des végétaux et produits végétaux.

Article 2 - L'importation, des végétaux et produits végétaux, sous tous régimes douaniers, autres que le transit de frontières sans rupture de chargé dans le territoire national est soumise à un contrôle obligatoire, conformément à la réglementation phytosanitaire en vigueur.

Article 3 - L'importation et le transit des végétaux et produits végétaux dans le territoire national ne peut avoir lieu que dans les bureaux de douane ci - après désigné :

- Port de l'amitié de Nouakchott ;
- Aéroport de Nouakchott ;
- Port Autonome de Nouadhibou ;
- PK 55 frontière terrestre de Nouadhibou ;
- Poste de Rosso ;
- Poste de Baghdad ;
- Poste de Gani ;
- Poste de Tekane ;
- Poste de Lexeïba ;
- Poste de N'Diogo ;
- Poste de Birette ;
- Poste de M'Bagne ;
- Poste de Aere M'Bare ;

- Poste de Tintane ;
- Poste de D'Touil ;
- Poste de Kobeni ;
- Poste de Djigueni ;
- Poste de Bousteila ;
- Poste de Adel Bagrou ;
- Poste de Fasala Nera ;
- Poste de Timbedra ;
- Poste de Kankossa ;
- Poste de Djeol ;
- Poste de Matam ;
- Poste de Sagne ;
- Poste de Gouraye ;
- Poste de Khabou ;
- Poste de Diaguily ;
- Poste de Bouly ;
- Poste de Ould Yenge ;
- Poste de Wompou.

Les importations par voie postale s'effectueront dans les bureaux des poste sous douane.

Article 4 - Le Secrétaire Général du Ministère des Finances, le Secrétaire Général du Ministère du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme et le Secrétaire Général du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Arrêté n° R - 001412 du 17 décembre 2002 portant création de la Cellule d'Amélioration de la Production Laitière (CAPL).

ARTICLE PREMIER - Il est créé au sein du cabinet du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement une cellule d'amélioration de la production laitière.

Article 2 - La Cellule d'amélioration de la production laitière (CAPL) créée en référence à l'article 2 cité ci - dessus, a en charge l'amélioration de la production laitière à l'échelle nationale grâce à une large diffusion de techniques d'élevages

basées principalement sur l'alimentation, le développement des cultures fourragères, l'amélioration des troupeaux et la protection sanitaire du cheptel.

Article 3 - La Cellule d'amélioration de la Production Laitière (CAPL) est dirigée par un coordinateur nommé par arrêté du Ministre du Développement Rural et de l'Environnement.

Le coordinateur veille au bon fonctionnement de la cellule et assure ; à cet effet, la gestion des moyens humains, matériels et financiers mis à la disposition de celle - ci.

Article 4 - La Cellule travaille en étroite collaboration avec les services régionaux spécialisés du MDRE, les projets de développement, les ONGs et les organisations socioprofessionnelles se trouvant dans sa zone d'intervention.

Article 5 - L'Organisation interne et le fonctionnement de la Cellule d'Amélioration de la Production Laitière (CAPL) seront définis par une note de service du Ministre du Développement Rural et de l'Environnement.

Article 6 - Le Secrétaire Général du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Ministère de l'Hydraulique et de l'Energie

Actes Réglementaires

Arrêté n° R - 01316 du 25 novembre 2002 fixant une indemnité pour le coordinateur national du projet d'alimentation en Eau potable de la ville de Kiffa.

ARTICLE PREMIER - Une indemnité de 80.000 UM est accordée à Monsieur Ahmed ould Weddady, en sa qualité de